

## L'Europe et le Juillet tunisien

L'UE devrait aider à moderniser l'économie, encourager le pouvoir local et la démocratie parlementaire, tout en faisant pression sur les acteurs externes qui essaient d'influencer la politique interne.

**Youssef Cherif**

**P**our la Tunisie, les années 2010 ont été marquées par la transition démocratique et un cycle de crises socio-économiques. La recrudescence du terrorisme a aussi été un phénomène marquant pour la psyché collective des Tunisiens. C'est pour cette raison que peu de Tunisiens évoquent cette décennie comme une période de faste ou de progrès, oubliant souvent la liberté qu'ils ont acquise et se concentrant sur les problèmes contraignant leur avenir. L'été 2021 semble être un épilogue à cette époque, avec ses deux événements majeurs : la grande vague de la Covid-19 entre juin et juillet et le coup de force du président Kais Saïed, le 25 juillet.

La propagation de la Covid-19 est en partie imputée à une mauvaise gestion politique. En fait, au début de l'année 2020, alors que les systèmes de santé de pays comme l'Italie et la France, ou même plus comparables à la Tunisie, tels que l'Algérie et l'Égypte, succombaient aux pressions du virus, la Tunisie a été largement épargnée. Mais c'est à la fin de cette même année qu'une vague particulièrement sévère a frappé. Ayant passé la première vague de la Covid-19, les responsables politiques se sont mis à se chamailler avec des considérations court-termistes, se préparant très peu aux risques sanitaires et économiques à venir. D'ailleurs, la deuxième partie de l'année 2020 a connu une rupture consommée entre le président d'un côté et le premier ministre et le chef du Parlement de l'autre.

Et c'est à la fin du printemps 2021 qu'une autre grande vague est arrivée. En juin, les hôpitaux étaient submergés, avec des milliers de cas répertoriés par jour et des centaines de morts par semaine. Le retard de la campagne de vaccination – la Tunisie ayant commencé à vacciner en mars 2021 – et le manque de vaccins disponibles ont prolongé cette situation. Quant à l'aide internationale – oxygène, appareils médicaux, vaccins... – dont le pays avait besoin, elle peinait à arriver. En juillet, le pays avait l'air de sombrer, sans qu'il y ait de capitaine au gouvernail.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le 25 juillet. La population, mécontente et déprimée, cherchait un renouveau, et le président le lui a offert. À ce moment précis, certains des acteurs étrangers, dont le rôle est omniprésent en Tunisie depuis 2011, à savoir l'axe Arabie saoudite-Émirats arabes unis (EAU)-Égypte, et à une moindre

échelle le Maroc et l'Algérie, ont mis en place un pont aérien de vaccins et autres aides médicales destinés à la Tunisie, ainsi qu'une campagne médiatique mettant l'accent sur l'entraide arabe et la faillite des dirigeants tunisiens, érigeant le président Saïed en héros-sauveur. En ce mois de juillet, cet axe arabe s'est montré plus agile et meilleur communicant que l'Union européenne (UE), pourtant de loin le premier partenaire de la Tunisie.

### Réponse de l'Union européenne

**L'**UE s'est retrouvée prise de court par l'action du 25 juillet. Au vu des positions divergentes des États membres, et de l'opinion publique tunisienne généralement favorable aux actes du président, Bruxelles a opté pour des critiques mesurées. Ainsi, et contrairement aux condamnations qui suivent habituellement les coups d'État ou les suspensions de constitutions, le communiqué de Bruxelles a été soft, évoquant un suivi « avec la plus grande attention » et non une condamnation ni même une inquiétude.

Les contacts entre dirigeants européens et tunisiens n'ont été ni immédiats ni fréquents. Il n'y a pas eu de rencontres entre l'ambassadeur de l'UE et le ministre des Affaires étrangères tunisien. Le président Saïed a reçu des appels téléphoniques de Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et de Charles Michel, président du Parlement européen, mais pas d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission. Quant à la première visite d'un haut dirigeant européen, celle de Josep Borrell, elle remonte à la mi-septembre, donc plus d'un mois après les événements. Sur ce volet, les envoyés des pays arabes étaient à Tunis bien avant, et les contacts entre dirigeants tunisiens et leurs homologues arabes ont été plus fréquents et plus en avance.

En chiffres, pendant ces 10 dernières années, les aides européennes ont été plus importantes et plus diversifiées que celles venant des pays arabes. Et entre 2020 et 2021, le gros des aides délivrées à la Tunisie dans sa lutte contre la Covid-19 est venu des États membres de l'UE (et des États-Unis). Sauf que, en matière de relations pu-

bliques, les Européens ont montré leurs limites. La perception qu'ont beaucoup de Tunisiens est que les États arabes les ont aidés alors que leurs voisins européens les ont abandonnés. L'UE, à travers l'initiative Covax et autres, a encouragé le déploiement rapide de cargaisons d'aides médicales vers la Tunisie. Mais les pays arabes ont été plus réactifs, surtout pendant les semaines cruciales du mois de juillet.

Quant au Parlement européen, sa position sur les changements du 25 juillet s'est aussi faite attendre. Quelques députés européens ont parlé, sorti des communiqués, tweeté ou posté quelques commentaires ici et là, mais il n'y a pas eu de session extraordinaire pour discuter de la situation en Tunisie, suivant les deux mois de l'après 25 juillet. Depuis cette date, il n'y a pas eu de contacts officiels entre la présidence du Parlement européen et celle du Parlement tunisien. Il n'y a pas eu non plus de comités de soutien parlementaires aux parlementaires tunisiens, même si beaucoup de ces derniers se sont retrouvés interdits de voyage ou même derrière les barreaux.

Ceci rappelle deux réalités. D'abord, les parlementaires tunisiens, pour maintes raisons, n'ont pas tissé de liens forts avec leurs homologues européens. Et même si le Parlement européen invitait souvent des parlementaires tunisiens dans ses prémices, les relations sont restées superficielles. Rached Ghannouchi, actuel président du Parlement tunisien, n'a jamais visité le Parlement européen en tant que président. D'ailleurs, il a effectué des visites à Istanbul et à Doha, mais jamais à Bruxelles. Ce réseautage limité est aussi indicateur de la manière dont les Européens regardaient leurs collègues tunisiens : ce ne sont pas des pairs.

Mais plus le temps passe, plus les pressions s'accroissent, et de timides critiques couplées de menaces commencent à pleuvoir. Lors de son deuxième entretien avec le président Saïed, le 18 octobre, Borrell lui a rappelé le besoin de retourner à la démocratie. Le Parlement européen s'est par ailleurs décidé à organiser une session plénière sur la Tunisie le 19 octobre. Et la possibilité de couper les aides à la Tunisie est désormais discutée à Bruxelles et auprès de ses ambassades.

## Réponse des États membres les plus intéressés

### ■ France

La France est le premier partenaire économique de la Tunisie, et le lieu de résidence de près de 10 % de la population tunisienne. Sous la dictature, les politiques français de tous bords maintenaient des liens étroits avec



**Rencontre entre le président tunisien, Kais Saïed, et Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, au Palais de Carthage. Tunis, le 10 septembre 2021.** /PRÉSIDENCE TUNISIENNE/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES

l'élite au pouvoir. Paris a donc vu ses intérêts menacés en 2011, et les orientations des nouveaux dirigeants de Tunis n'étaient pas toujours appréciées en France, d'autant plus que la démocratie parlementaire tunisienne ne stabilisait pas la situation en Tunisie, ni les relations avec la France.

Donc un changement, quel qu'il soit, de surcroît contre ce système parlementaire et qui remettrait la Tunisie sur la voie du présidentielisme auquel s'est habituée la France dans ses vis-à-vis africains, n'était pas mal venu à Paris. De plus, au vu du partenariat stratégique existant dans la région entre la France d'un côté et les EAU et l'Égypte de l'autre, il y a eu une convergence d'intérêts à ce que la situation change en Tunisie : car la chute d'Ennahda et de son Parlement, c'est aussi la défaite de l'axe Turquie-Qatar, et une menace pour ses intérêts en Libye. Très tôt donc, la France s'est dite « suivre avec la plus grande attention » ce qui se passait en Tunisie, sans condamner. Le président Emmanuel Macron s'est entretenu avec son homologue tunisien et les communiqués de l'Élysée se sont montrés cléments. D'ailleurs, la France a été l'État européen à envoyer le plus de responsables en Tunisie depuis le 25 juillet, et elle a accentué son aide contre la pandémie.

### ■ Italie

L'Italie vient juste après la France pour la proximité des relations avec la Tunisie, et elle est géographiquement la porte de l'Europe pour les Tunisiens. Au vu de cette proximité, ce qui compte pour Rome, c'est d'abord la stabilité et le contrôle de la migration. Il y a aussi un nombre de sociétés italiennes implantées en Tunisie avec de considé-

rables intérêts économiques. Ainsi, lors d'une interview accordée à *Il Corriere della Sera* quelques jours après le 25 juillet, Ghannouchi a averti que l'Italie risquait d'être submergée par les migrants tunisiens, si le pays se déstabilise. D'ailleurs, plusieurs sources affirment que 800 Tunisiens ont fait le trajet liant les côtes tunisiennes à celles de l'Italie dans la nuit du 25 juillet, profitant de la situation, et d'autres dizaines ont pris la même route après.

Les autorités ont donc accentué le contrôle des côtes – aussi pour éviter que des proches de l'ordre déchu prennent la fuite – et assurer les Italiens et les Européens que la situation était sous contrôle. Plusieurs appels téléphoniques ont eu lieu entre dirigeants tunisiens et italiens. Rome a continué à envoyer de l'aide contre la Covid-19, et les relations sont retournées à la normale, même si les visites officielles sont au point mort.

#### ■ Allemagne

L'Allemagne, troisième grand partenaire de la Tunisie, est l'État européen qui a le plus exprimé de préoccupations quant à l'avenir de la démocratie dans le pays. Il faut dire que les fondations allemandes se sont très bien implantées en Tunisie ces 10 dernières années, et c'est en Tunisie qu'elles arrivent à travailler le plus librement, sur toute la région arabe. Pour plusieurs politiciens allemands, le modèle que représente la Tunisie pourrait améliorer la région arabe et mérite d'être encouragé. La Tunisie est aussi source de milliers de migrants, dont celui qui a commis l'attentat de Berlin de 2016, et c'est un potentiel partenaire économique important de par sa proximité à l'Europe et l'abondance des énergies renouvelables : sa stabilité est donc importante pour l'Allemagne.

Ce qui fait que, dès le lendemain du coup du 25 juillet, il y a eu plusieurs commentaires sceptiques de responsables allemands. Les communiqués émanant de Berlin sont aussi les plus critiques venant d'Europe. Même si le gouvernement Merkel avait ses réticences envers le régime d'avant le 25 juillet, la Tunisie était néanmoins considérée comme une démocratie. L'appel téléphonique entre Angela Merkel et Saïed du 29 septembre a rappelé ces positions. D'ailleurs, le premier responsable européen à visiter la Tunisie, après l'avènement du gouvernement Najla Bouden, est le ministre d'État allemand, le 19 octobre.

De ce fait, la position de l'Allemagne se rapproche de celle de l'UE, ainsi que de celle des États-Unis, et les élections allemandes de septembre 2021 confirment que l'Allemagne continuera à camper sur ses positions.

#### Ce qui devrait être fait

**L**a grande question qui se pose à l'UE est de comment recalibrer ses relations avec la Tunisie si la démocratie déraile. Comment déboursier les fonds alloués à la Tunisie sans soutenir une potentielle dictature. Ce point est, d'autant plus, sujet à différentes interprétations entre les États membres. L'Europe a en exemple l'Égypte

d'Abdel Fatah Al-Sissi, où les pressions de 2013 ont laissé place à une normalisation décomplexée, malgré le fait que l'Égypte ait maintenu ses positions quant au traitement des opposants politiques et par rapport à la démocratisation. Tout commentaire critique provenant d'Europe est traité comme une ingérence étrangère par Le Caire, chose que Bruxelles semble accepter au nom des intérêts supérieurs des États membres. Le même scénario se reproduirait-il en Tunisie ?

En tant que bailleur de fonds important et premier foyer des Tunisiens à l'étranger, l'Europe a ses leviers en Tunisie. Mais la priorité réside non pas à faire pression sur la Tunisie, mais sur les alliés de l'Europe qui essaient d'influencer la politique tunisienne, à savoir l'axe Riyadh-Abu Dhabi-Le Caire d'un côté, et l'axe Ankara-Doha, de l'autre. Leur lutte sur le sol tunisien, et les garanties monétaires qu'offrirait le premier groupe à Tunis même si la démocratie est mise en suspens, vont mettre en péril tout le travail européen de promotion de la démocratie des dernières décennies.

Ensuite, et au lieu de couper les aides à la Tunisie, l'UE pourrait aider à moderniser l'économie de ce pays, et ce en augmentant les projets implémentés à échelle locale, dans les périphéries les plus touchées par la crise économique, mais aussi en poussant la Tunisie vers plus d'investissements dans l'énergie renouvelable, et en encourageant la modernisation de l'agriculture, qui a le potentiel de baisser les prix de la consommation pour les Tunisiens et aussi d'augmenter les exportations.

À plus long terme, l'UE devrait mettre en place un programme d'envergure pour contre-carrer les théories du complot et la désinformation. En effet, la démocratie tunisienne a énormément souffert de ce fléau, et tous les programmes de promotion de la démocratie se retrouvent minés par ça. D'ailleurs, l'image de l'Europe et de ses programmes en Tunisie s'est vue déstabilisée, en partie à cause des campagnes la ciblant sur Facebook. C'est pourquoi l'UE devrait travailler avec Facebook pour contrer ce problème, comme certains gouvernements l'ont fait, afin d'arrêter les influences de la Russie, de la Chine, de l'extrême droite ou de l'extrémisme religieux.

Et enfin, une fois que la démocratie parlementaire sera de retour et que les municipalités retrouveront leurs fonctions, l'UE devra travailler sur ces deux axes : Parlement et pouvoir local. La Tunisie doit avoir un Parlement moderne et démocratique, avec des députés bien informés et bien formés, un Parlement qui soit doté de son propre centre de recherche, et un système électoral qui soit plus représentatif que le précédent. Les jumelages entre municipalités européennes et tunisiennes doivent être plus sérieux et moins folkloriques, surtout entre les municipalités européennes où résident d'importantes communautés tunisiennes. Ceci modernisera le travail municipal tunisien, ouvrira de nouvelles perspectives économiques, et montrera que la proximité de l'Europe n'est pas une parole sans contenu. ■